

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Contre les agresseurs, aux cotés des patriotes cambodgiens

LES jours-ci, Thiounn Prasith, membre de la délégation du Kampuchea démocratique à l'ONU, déclarait à un journaliste du *Matin* :

« Nous ne refusons aucun appui venant de Khmers patriotes. Le problème aujourd'hui est un problème national. Il ne s'agit plus d'idéologies ou de divergences concernant tel ou tel domaine. Seul, un front national patriotique et démocratique pourra sauver le Kampuchea. » Il résumait ainsi très nettement l'appel lancé depuis les maquis, par les dirigeants légitimes du pays. C'est cette ligne d'union face à la brutale agression du Cambodge par le Vietnam et ses maîtres soviétiques qui a inspiré l'action menée à la tribune de l'ONU par le grand patriote qu'est le prince Sihanouk. C'est elle qui conduit aussi Penn Nouth, autre éminente personnalité patriotique cambodgienne, à prendre la tête de la délégation de son pays à la réunion préparant le sommet des non-alignés. Cela a été dit, y compris par des patriotes vietnamiens, dont il nous faut saluer le courage et la lucidité.

Un char reste un char.
Une agression reste un agression.

Quels que soient les sentiments des uns et des autres sur l'appréciation portée sur les trois années qui viennent de s'écouler au Cambodge, voilà aussi la base claire et ferme qui doit rassembler tous les hommes et toutes les femmes épris de liberté, de justice, de paix et de respect de l'indépendance des peuples dans notre pays et les conduire à condamner les agresseurs, ouverts ou cachés. Toute hésitation, tout atteroiement sur ce point ne peut que servir la cause de ceux, qui en foulant aux pieds l'indépendance d'un peuple, menacent l'indépendance et la sécurité de tous les autres.

Tolérer l'agression contre le Cambodge, ne pas la dénoncer clairement, publiquement et avec force, ce serait légitimer par avance toute nouvelle agression, ce serait reconnaître officiellement le droit des plus forts d'imposer brutalement leur loi au plus faible, se serait se ranger aux côtés des forces qui, aujourd'hui, préparent une troisième guerre mondiale.

La confirmation par le conseil de sécurité de l'ONU de la représentation de la délégation du Kampuchea démocratique, la réprobation mondiale massive qui s'est exprimée à l'occasion de la lâche agression contre le Cambodge marque l'isolement des envahisseurs. La lutte des patriotes cambodgiens qui, des maquis qu'ils connaissent si bien, lancent déjà de brillantes contre-offensives sera sans doute longue et dure. Sous la conduite des dirigeants qu'ils se sont donnés, le gouvernement légal du Kampuchea démocratique, la lutte sera inévitablement victorieuse et doit bénéficier dès maintenant de notre soutien total.

Annie BRUNEL

Début de crise dans l'automobile



Licenciements et chômage technique chez Chrysler-France ; licenciements chez Renault (véhicules industriels) et dans ses filiales. Contre les licenciements dans la sidérurgie, il ne faut vraiment pas compter sur l'automobile !

(Voir article page 3)

GRANDE-BRETAGNE

Le plus grand mouvement de grève depuis 1926

De notre envoyé spécial
Serge FOREST

PLUS de 40 000 fonctionnaires ont défilé lundi après-midi dans Londres jusqu'au ministère du Travail. Cette manifestation ponctuait le plus grand mouvement de lutte sociale en Grande-Bretagne depuis 1926. Quatre grands secteurs de l'économie sont actuellement en lutte pour une augmentation substantielle des salaires.

Le secteur public a observé lundi dernier une journée de grève totale. Les employés de l'État et leur syndicat, le NUPE, demandent dans leur secteur un minimum salarial de 2 300 F par mois. A Londres, plus de cent mille personnes ont participé au mouvement de grève de lundi. La plupart des écoles sont restées fermées.

Prévue pour durer une journée, la grève se poursuivait cependant jeudi dans certains secteurs comme la voirie, le ramassage scolaire, le ramassage des poubelles.

Les camionneurs continuent leur mouvement qui est entré dans sa troisième semaine. Les négociations entre le gouvernement, le patronat et les syndicats se sont soldées par un échec lors de la dernière réunion de mardi. On s'attend cependant à ce que le gouverne-

ment cède sur une base de 18 % d'augmentation, base déjà proposée par les syndicats alors que les chauffeurs demandent une augmentation de 22 % qui couvre en fait la perte de salaire due au passage qu'ils réclament de la semaine de travail de 60 à 48 heures. Certains accords partiels ont déjà été signés dans certaines entreprises sur des bases avoisinant 20 %. Pour l'instant, la grève continue donc pour l'ensemble du syndicat des transports, le TGWU, le plus important syndicat d'Angleterre.

Les conducteurs de train ont pour leur part fait mardi leur troisième journée de grève. Ils ont en effet décidé à l'appel de leur syndicat, l'ASLEEF, de faire grève tous les mardis et tous les jeudis tant qu'ils n'auraient pas obtenu la prime de 10 % du salaire qu'ils réclament. Ce jeudi 25 devait donc être marqué par un nouvel arrêt à 100 % de tous les trains britanniques. Il est d'autre part possible que les cheminots soient rejoints dans leur grève par les conducteurs du métro qui dépendent du même syndicat.

Les ambulanciers enfin : leur grève d'une journée a fait les gros titres des journaux car, malgré une trahison ouverte

des directions réformistes, la base a massivement décidé de maintenir le mot d'ordre de grève totale pour la journée de lundi dernier, c'est-à-dire qu'ils ne répondaient à aucun appel, y compris les appels d'urgence. L'armée a été réquisitionnée.

Les chauffeurs d'ambulances gagnent actuellement 1 500 francs par mois, ce qui explique leur combativité. De plus, employés directs du gouvernement, ils n'ont pas le recours, comme dans d'autres secteurs, de conclure un accord direct « illégal » avec le patronat et

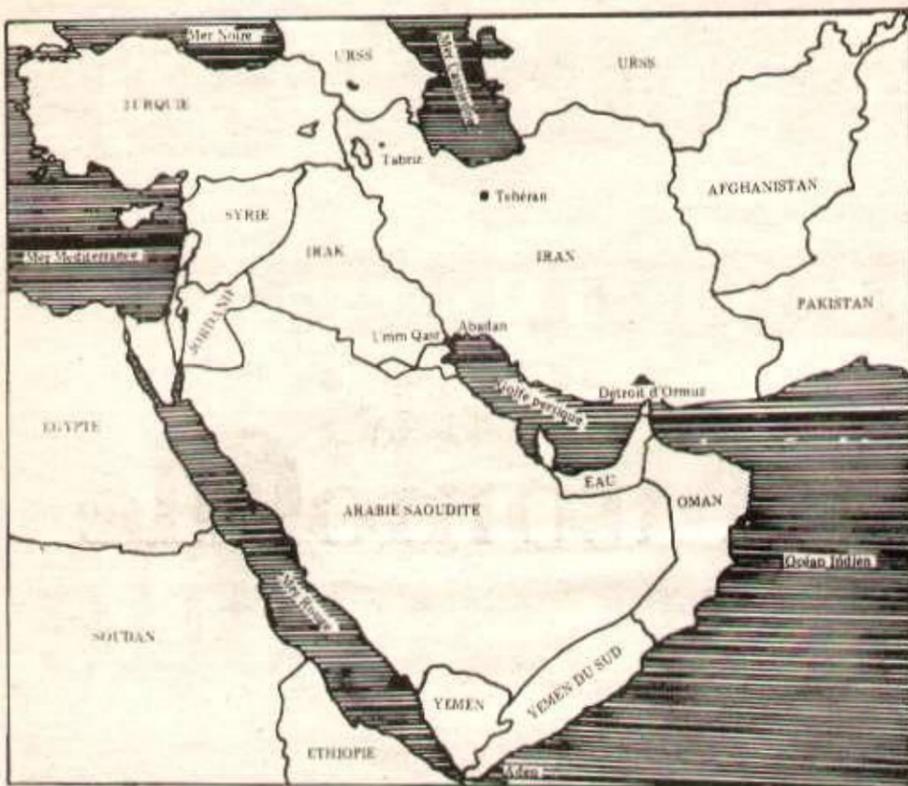
au-dessus de la base gouvernementale de 5 % d'augmentation. A Londres, plus de 80 % des ambulanciers ont suivi le mouvement.

La neige qui est tombée depuis mardi sur Londres ajoutée à la grève des trains, à des perturbations dans le métro, a occasionné autour de la capitale, les plus beaux bouchons routiers depuis seize ans. Cela a été l'occasion pour la presse de faire de l'humour à froid. Ainsi, pouvait-on lire mardi soir : « La neige fait cause commune avec les grévistes ».

Nouvelles condamnations de l'agression contre la Cambodge

Le soutien de l'URSS à Khomeyni
La dernière trouvaille de Moscou

(Voir article page 2)



Le soutien de l'URSS à Khomeiny

La dernière trouvaille de Moscou

Il suffit de jeter un simple coup d'œil sur une carte pour saisir toute l'importance stratégique de l'Iran, l'un des plus grands pays de la région. Il constitue une charnière entre l'est et l'ouest de l'Asie, et aussi entre le nord et le sud. Il est un carrefour que les grandes puissances impérialistes, la Grande-Bretagne, dans le passé, les États-Unis ensuite et maintenant l'Union soviétique ont toujours convoité.

L'Iran constitue la limite orientale du Moyen-Orient et domine le golfe Persique, l'un des carrefours maritimes et terrestres les plus importants du monde, bordé au surplus d'énormes gisements pétroliers. Qui contrôle l'Iran, contrôle, entre autres, la majeure partie de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe et a donc la possibilité d'asphyxier cette partie du monde.

A cela, s'ajoute une longue frontière commune avec l'Union soviétique et plus précisément avec toutes ses parties non-russes où règne actuellement une grande effervescence due à la lutte des peuples contre le colonialisme grand-russe.

Enfin, l'Iran est bordé à l'est par l'Afghanistan qui est rentré en avril dernier dans la zone d'influence soviétique.

Ainsi, force est de constater que l'évolution de la situation intérieure en Iran conditionne l'équilibre du monde actuel.

Avec le départ du Shah,

les Américains ont perdu des points. La situation de l'Iran s'est déstabilisée et l'URSS essaie, en ne négligeant aucun moyen, de profiter de cette situation.

Dernièrement, on a pu voir ressurgir le Parti Toudeh, parti qui se proclame communiste mais qui est en fait totalement inféodé à Moscou. Les représentants de ce parti, qui résident en Allemagne de l'Est, ont lancé un appel au soulèvement dans les casernes alors que le départ du Shah — qui fut une première victoire des masses populaires — était alors un fait acquis. L'arrivée au pouvoir du parti Toudeh serait la solution idéale pour l'URSS dans la mesure où elle aurait pour conséquence la satellisation de l'Iran à l'URSS. Mais cette superpuissance, tout comme les États-Unis, n'est pas très bien « vue » en Iran et le Parti Toudeh ne possède une influence réelle que parmi les intellectuels. Cette faiblesse du Toudeh, discrédité à la suite de plu-

sieurs trahisons, est un obstacle pour l'URSS. Même si celui-ci n'est pas insurmontable, la main-mise soviétique sur l'Iran par ce moyen n'a rien d'évident.

C'est sans doute pour cette raison que l'URSS, ne voulant pas rester les deux pieds dans le même sabot, vient d'apporter son soutien à l'ayatollah Khomeiny. Derrière cette déclaration d'amitié, pour le moins soudaine, on ne peut voir qu'une nouvelle manœuvre de Moscou. Il faut rappeler à ce sujet qu'il n'y a pas, si longtemps encore, la Pravda condamnait l'ayatollah. Aujourd'hui, ce journal condamne la presse occidentale accusée d'avoir minimisé le rôle de l'influence de Khomeiny et d'avoir déformé sa pensée. Sans pour autant défendre la presse occidentale, il est évident qu'elle a beaucoup parlé de Khomeiny, y compris sous forme d'interview. Mais l'URSS n'est pas à une falsification près pour se montrer meilleure que les autres. Cet appel du pied à Khomeiny est aussi grossier que les tentatives de récupération du mouvement populaire par le Parti Toudeh.

Cet appel aura-t-il un écho auprès des dignitaires religieux chiites ? Jusqu'à présent, Khomeiny a, dans ses déclarations, affirmé qu'il était pour une politique d'indépendance, notamment vis-à-vis des deux superpuissances. Mais, ce gouvernement qu'il a formé, en admettant qu'il parvienne au pouvoir, saura-t-il préserver l'indépendance du pays ? La question reste posée. Le danger de voir le puissant mouvement de masse dévoyé de son caractère anti-impérialiste existe toujours. Et ce n'est pas seulement l'indépendance de l'Iran qui est en jeu, mais aussi la paix dans le monde entier.

Evelyne LE GUEN et Jean SCHUBERT

Nouvelles condamnations de l'agression soviéto-vietnamienne

DANS notre dernière édition, nous avons publié des extraits de déclarations tant de partis marxistes-léninistes que d'organisations anti-impérialistes ou de gouvernements contre l'agression soviéto-vietnamienne au Cambodge. Nous poursuivons aujourd'hui la publication de telles déclarations. Par leur grand nombre, elles manifestent le degré d'isolement dans lequel se trouvent l'Union soviétique et son exécutant, le Vietnam, dans leur attaque commune contre l'indépendance d'un pays souverain.

Pakistan

Nous avons publié hier, entre autres, la condamnation particulièrement dure et explicite de l'invasion soviéto-vietnamienne, prononcée par le président de la Somalie, Siad Barre, au congrès extraordinaire du Parti socialiste révolutionnaire de Somalie. Voici aujourd'hui, la déclaration du président pakistanais, Zia-Ul-Haq, prononcée au banquet en l'honneur du vice-premier ministre chinois, Li Xiannian (Li Siennien) en visite au Pakistan : « Je suis inquiet de la situation au Kampuchea démocratique. Le renversement du gouvernement de ce pays par une intervention militaire est en violation des principes de la charte des Nations-Unies et des normes internationales régissant les relations entre nations indépendantes. Le gouvernement pakistanais soutient totalement la demande mondiale pour le retrait des forces étrangères du Kampuchea démocratique. »

Tunisie

Hedi Nour, premier ministre de Tunisie a reçu à Tunis une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger à laquelle il a déclaré : « Sur le plan international, la Tunisie recherche l'amitié et la paix (...) Nous sommes attachés à une paix juste et non hégémonique. Nous sommes contre toutes sortes d'intervention des forces étrangères (...) Nous pensons que le Cambodge doit rester un pays indépendant et souverain. Nous nous opposons à l'intervention directe ou indirecte nous combattons l'hégémonie. »

Thaïlande

La Thaïlande et les autres pays membres de l'ASEAN ont plusieurs fois condamné l'invasion vietnamienne contre le Cambodge, ils ont aussi mis en doute les paroles de paix du Vietnam, les assurant qu'il n'était pas question d'intervention militaire contre eux.

Cette fois, la Thaïlande a de nouveau coupé court aux manœuvres de séduction du Vietnam, en déclarant par la bouche de son premier ministre qu'elle continuait à reconnaître le gouvernement

du Kampuchea démocratique avec, à sa tête, le premier ministre Pol Pot.

res de l'Allemagne de l'Ouest a déclaré : « Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne soutient l'indépendance du Kampuchea et est favorable à la revendication de retrait de toutes les troupes étrangères du territoire kampuchéen (...) Le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de chaque pays en Asie du Sud-Est est un préalable essentiel à la préservation de la paix et de la stabilité dans cette région. »

Islande

Le gouvernement islandais a parlé de l'invasion vietnamienne au Kampuchea comme d'un aboutissement direct du traité soviéto-vietnamien signé il n'y a pas longtemps. L'agression vietnamienne « a été organisée et préparée de façon délibérée. Elle a prouvé une fois de plus que les troupes vietnamiennes sont, comme l'ont indiqué des experts militaires, une « armée prussienne » dans le Sud-Est asiatique ».

Par ailleurs, les partis et organisations marxistes-léninistes du monde entier continuent à condamner l'agression soviéto-vietnamienne.

Australie

Le gouvernement australien a décidé de suspendre son programme d'aide au Vietnam ainsi que tous les échanges culturels, a annoncé le ministre australien des Affaires étrangères qui a dit que cette décision avait été prise après que le gouvernement ait revu ses relations avec le Vietnam en fonction de l'engagement militaire du Vietnam au Kampuchea et de son attitude envers le problème des réfugiés.

Allemagne de l'Ouest

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangè-

Samdech Penn Nouth, proche collaborateur de Sihanouk dirige une délégation du Kampuchea démocratique

ALORS que le gouvernement légal du Kampuchea démocratique avait remporté une première victoire importante sur le plan diplomatique à l'ONU puisque sa représentativité avait été pleinement reconnue par tous les participants à la réunion sauf l'URSS et la Tchécoslovaquie qui n'avaient pas réussi à imposer les fantoches du FUNSK, une deuxième victoire du même type se dessine. Il s'agit cette fois du mouvement des non-alignés. On sait que Hanoi et le FUNSK ont demandé que ce dernier soit admis dans le mouvement des non-alignés comme représentant légitime du Cambodge, à la place de la délégation du gouvernement légal qui a dû prendre le maquis. Cette demande sans fondement risque fort d'être rejetée, elle aussi. En effet, la délégation légitime du Kampuchea démocratique vient de partir pour le Mozambique où doit se tenir la réunion du bureau de coordination des non-alignés.

Autre fait à souligner : cette délégation est conduite par Samdech Penn Nouth, proche collaborateur de Sihanouk, ancien premier ministre et haut conseiller du présidium de l'Etat du Kampuchea démocratique. Ceci est tout à fait conforme à la politique préconisée par le gouvernement légal et qui consiste à développer un vaste front uni contre l'envahisseur. Comme l'a déclaré Thounn Prasith, représentant du Kampuchea démocratique : « Le problème aujourd'hui est un problème national. Il ne s'agit plus d'idéologies ou de divergences concernant tel ou tel domaine. Seul un front national patriotique et démocratique pourra sauver le Kampuchea ».

Notons que l'ambassadeur de Yougoslavie en Chine est allé saluer la délégation cambodgienne avant son départ pour le Mozambique.

C.L.

Tous les aéroports d'Iran sont fermés

Alors que l'ayatollah Khomeiny avait annoncé son retour en Iran pour ce vendredi, le gouvernement Bakhtiar a annoncé la fermeture des aéroports dans tout le pays. Déjà mercredi, l'armée avait occupé l'aéroport de Téhéran avec des chars. Ce jeudi, on ne sait toujours pas si Khomeiny maintiendra son projet de retour en Iran pour la date prévue. Des rumeurs circulent comme quoi son départ serait retardé...

Par ailleurs, on apprend que le premier ministre Bakhtiar a autorisé une manifestation de partisans du Shah ce jeudi. Des journées qui s'annoncent importantes pour l'avenir de l'Iran.

Un commando tue 10 soldats vietnamiens en plein Phnom Penh

LA résistance cambodgienne contre l'agression soviéto-vietnamienne a gagné les alentours de la capitale, Phnom Penh. C'est ainsi qu'un commando de patriotes a attaqué deux camions vietnamiens devant l'hôpital des bonzes de la capitale, les détruisant à la grenade. Dix soldats vietnamiens ont été tués. Une autre opération de commando dans un village tout près de la capitale a fait cinquante tués parmi les soldats vietnamiens.

En même temps, les opérations de guérilla se poursuivent dans les autres régions. Par exemple, dans la nuit du lundi 22, l'armée du Kampuchea a lancé une attaque-surprise dans le village de Nimit, à l'ouest de Sisophon, près de la frontière occidentale avec la Thaïlande. L'opération a été menée par plusieurs petits groupes de guerilleros. Des paysans ont suivi les guerilleros, une fois l'attaque terminée contre les soldats vietnamiens, pour gagner des zones abritées. C'était le 18 janvier que les troupes vietnamiennes avaient occupé le village, trois tanks de fabrication soviétique faisaient partie du convoi.

10 000 enfants ont marché sur Longwy

Oui, le droit au travail concerne les enfants

SOURIRES amusés et atmosphère bon-enfant accompagnèrent les commentaires de la radio et de la télévision sur le rassemblement des enfants de Longwy. Les élèves de deux cents écoles autour de Longwy se sont réunis, mercredi 24 pour lutter contre les licenciements dans la sidérurgie.

Cette année est prétendument l'année de l'enfant. Ce thème est traité soit par des spécialistes sous l'angle du « monde sacré et heureux » de l'enfant — encore un concept qui arrange bien la bourgeoisie ! — soit sous l'angle plus réaliste évoquant les droits (nuls) des enfants dans la société capitaliste.

Mais qui parlera du droit des enfants à ce que leur père, leur mère gardent un emploi ?

Mais qui parlera du droit des enfants à ne pas envisager leur avenir bousculé entre les pointages à l'ANPE et les boîtes d'intérim ? Car c'est bien là le sens de la manifestation des enfants de ce mercredi 23 janvier.

Allons bon, entendons-nous, les enfants ne font pas de la politique. Peut-être, mais ils la vivent cette politique, d'austérité que Giscard-Barre impose aux travailleurs.

Nous n'allons pas sombrer dans le misérabilisme ni nous vautrer dans la compassion faussement charitable, seulement mettre les points sur les i.

Qui dit licenciement, dit forcément manque d'argent

à la maison, pour des choses aussi simples que l'habillement et la nourriture. Il est sûr qu'on se serre la ceinture au maximum pour que les enfants ne pâtissent pas trop de la pénurie d'argent. Mais de plus en plus fréquemment, certains enfants ne mangent plus à la cantine parce que leurs parents sont tout bonnement dans l'impossibilité de payer !

Symptomatique était la réflexion d'une enseignante dans l'Est de la France. Elle avait l'habitude de demander à ses élèves la profession de leurs parents à la rentrée scolaire : « Au bout de quelques élèves, j'ai cessé de les interroger car la réponse était bien trop souvent : chômeur. »

Au-delà des problèmes matériels, la dépression du chômage qui obscurcit la vie familiale ne laisse pas les enfants indifférents, loin de là.

Mais les enfants ne sont pas les seuls concernés par les licenciements, les jeunes aussi, à part entière et beaucoup plus politiquement.

En Lorraine, grand producteur d'acier, les formations en CET conduisent nécessairement aux métiers relatifs à la sidérurgie. Maintenant que va-t-il se passer ? Tous ces jeunes peu formés (comme tous ceux du reste de la France) mais formés néanmoins à la sidérurgie que vont-ils devenir ?

Il s'agit de la vie d'une région, il s'agit de l'avenir de deux générations.

Nathalie VILLOTIERS

LICENCIEMENTS

Début de crise dans l'automobile

APRES le textile, la construction navale, la sidérurgie, il semble que l'industrie automobile s'appête à connaître des restructurations et licenciements. Chrysler-France racheté récemment par Peugeot, est l'une des marques touchées en premier par la crise. Au cours du dernier comité d'entreprise, la direction vient d'annoncer le licenciement de 250 travailleurs aux usines de la Rochelle qui compte un effectif total de 2 850 ouvriers. Ces nouveaux licenciements touchent une région déjà fortement atteinte par le chômage. Avant Chrysler, CIT Alcatel avait déjà licencié 400 personnes, plusieurs entreprises ont également déposé leur bilan.

La direction de Chrysler-France a décidé, outre ces licenciements, cinq jours de chômage technique répartis sur plusieurs semaines. Cette dernière mesure touche 30 000 travailleurs des usines de Poissy, Sept-Fons, Sully, Valenciennes, Vieux-Condé et Bondy.

Ces mesures sont le résultat direct du rachat de

Chrysler-France par Peugeot. Malgré un chiffre d'affaires en hausse, la firme n'arrive pas à vendre suffisamment de voitures pour être rentable. Ces derniers mois, elle a axé sa production sur des modèles dits de « haut de gamme » relativement chers. Elle se heurte dans la vente de ces modèles à une très forte concurrence. En premier lieu d'elle-même, puisque Chrysler a produit à peu de temps d'intervalle deux modèles de cette gamme, la Simca 1307-1308 et la Simca Horizon qui toutes deux s'adressent à la même clientèle. D'autre part elle a à faire à forte partie avec la Renault 18 et la Peugeot 305. On assiste là à une crise de surproduction qui se traduit pour Chrysler par un chiffre de vente faible, par des stocks pleins, par une production réduite à 1 800 voitures par jour. Cette surproduction témoigne de l'anarchie de la production en régime capitaliste. Les nouveaux patrons de Chrysler (la direction de Peugeot) ne font qu'assainir la production pour supprimer ce qui n'est pas rentable. La conséquence pour les travailleurs étant les licenciements et le chômage technique.

duit principalement par des restructurations et des licenciements. Elle se traduit aussi par les efforts de marques pour s'implanter sur les marchés américains et européens. Renault a conclu des accords avec une petite marque américaine avec le ferme espoir de conquérir le marché américain. En s'installant aux USA, elle espère aussi faire son profit des recherches entreprises par les constructeurs américains pour rénover les modèles aussi bien en ce qui concerne les normes de sécurité que la carrosserie et les moteurs.

Toujours aux Etats-Unis, Renault va devoir subir la très forte concurrence qui se développe sur le terrain même où Renault s'est engagé et qui concerne les petits modèles tels que la R5. Les marques américaines, elles, partent à la conquête du marché européen. Les gouvernements de ces pays européens sont d'ailleurs tout prêts à les accueillir car ils voient là un moyen de créer des emplois dans des régions en crise. Par exemple, Ford qui va construire une usine en Europe est sollicitée par la France (pour s'installer en Lorraine), par l'Autriche et l'Angleterre. N'ayant donc que l'embaras du choix, Ford demande le prix fort pour s'installer. En particulier, il exige un milliard de francs pour s'établir en Lorraine.

La crise qui semble s'approfondir dans l'industrie automobile, dément les propos de Barre qui disait que l'implantation d'industrie automobile dans les régions en crise était une solution capable de créer des emplois. Il semble que dans l'automobile, on s'oriente vers des licenciements massifs vers la fermeture d'usines plutôt que vers les perspectives annoncées par Barre. Par exemple, à Valenciennes, une usine Chrysler a été implantée au moment du premier plan acier dans la perspective de créer 10 000 emplois. A ce jour, elle n'emploie que 2 000 personnes. Renault, qui devait s'implanter à Thionville, n'a toujours rien construit.

H.M.

Il y a un an en Tunisie

Une violente répression s'abattait contre un peuple révolté

LE 26 janvier 1978, il y a un an, l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) organisait une journée pour protester contre des provocations et violences à l'égard de syndicalistes et attaques menées par des hommes de main professionnels contre des locaux syndicaux.

Cette grève, massivement suivie, et les importantes manifestations regroupant de très nombreux travailleurs en particulier à Tunis furent réprimées avec la plus grande violence faisant plus de 200 morts parmi les manifestants.

La répression se poursuivait par l'arrestation des dirigeants de l'UGTT et de nombreux syndicalistes, par le licenciement de nombreux travailleurs.

Lors d'un procès préfabriqué et sous l'accusation montée de toute pièce de « tentative de renversement violent de l'Etat », la peine de mort était requise contre Habib Hachour et les autres dirigeants de l'UGTT, entre temps remplacés à la tête du syndicat par une équipe plus conforme aux volontés gouvernementales.

L'attitude ferme des accusés soutenus par les larges masses tunisiennes, l'am-

pleur des protestations internationales arrêtaient la main des bourreaux, mais les dirigeants légaux du syndicat étaient condamnés à des peines de prison et travaux forcés. Pourquoi cette répression ?

C'est que l'UGTT était devenue le regroupement et l'expression de la révolte des masses tunisiennes écrasées par la misère et le chômage et de toutes les oppositions, y compris dans des secteurs de la bourgeoisie tunisienne aux 22 ans de règne de Bourguiba. Ech Chaab, l'organe de l'UGTT tirait alors à 70 000 exemplaires, bien plus que le journal officiel de Néo-Destour (15 000).

De nombreuses grèves et luttes (telle celle des travailleurs de la Société nationale textile, à Ksar Ellal, contre lesquels était intervenue l'armée) avaient marqué la période précédente.

Il faut continuer la mobilisation populaire, et avec toutes les forces démocratiques, en France, en Tunisie et dans le monde, exiger la libération inconditionnelle des syndicalistes de l'UGTT emprisonnés et de tous les prisonniers politiques en Tunisie.

Gilles CARPENTIER



AU JOUR LE JOUR



Beullac relève la tête

A PRES le coup dur de la rentrée scolaire, Beullac reprend du poil de la bête. Il s'attaque simultanément aux revendications des normaliens qui exigent de trouver une place dans le primaire et il veut réduire le nombre de professeurs d'École normale, ainsi que le nombre de places au concours 1979 de l'École normale.

Il s'attaque à la spécialisation des professeurs de collège, en amalgamant savamment « l'esprit d'ouverture que doivent avoir les enseignants » et le fait qu'ils doivent enseigner plusieurs matières. Voir les statuts de professeurs d'enseignement général dans les collèges qui doivent enseigner au moins deux matières. Il s'en prend à la for-

mation professionnelle des enseignants en leur « conseillant » de suivre ces formations en dehors de leur temps de travail. Le témoignage ci-contre d'une enseignante illustre bien que les enseignants, tout comme les autres travailleurs, ont droit à une formation professionnelle pendant leur temps de travail.

Soisson ne veut toujours pas céder aux revendications des professeurs de gymnastique. Tout ceci n'est pas le fruit du hasard, mais fait partie d'un plan de restructuration de l'Éducation nationale. Éliminer au maximum « toutes les heures perdues, les postes en trop ». Beullac s'en bat l'œil et son copain Soisson aussi ; que le sport à l'école disparaisse, que des milliers d'étudiants en ÉPS

se retrouvent au chômage, cela lui est égal.

Que lui importe que les enseignants aient le souci de se perfectionner et d'offrir un enseignement de qualité à leurs élèves.

Peu lui importe, du reste, que les élèves bénéficient d'un bon enseignement, pourvu qu'ils soient rentables aux patrons à qui il les donne en pâture.

Seulement, les enseignants ne se laissent pas faire. Mercredi 24 les professeurs de gymnastique à l'appel de leurs syndicats, SNEP et SNEEPS ont manifesté. De nombreuses écoles normales luttent contre les suppressions de poste. A l'initiative du SGEN et le 6 février le SNI et le SNPEN appellent à une manifesta-

tion. Le SNES organise une grande manifestation le samedi 27 janvier à Paris.

Le SNC (syndicat national des collèges) autonome, le SGEN/CFDT, le SNES, la Société des agrégés et semble-t-il le SNI ont été unanimes aussi à condamner les propos de Beullac sur la formation continue des enseignants.

Ces réactions ne sont pas corporatistes, elles font partie de la lutte que tous les travailleurs du secteur privé ou public doivent mener contre les offensives du patronat et du gouvernement et à ce titre nous devons les soutenir.

Nathalie VILLOTTIERS

PARTIS PCF-RPR



Un singulier duo

S I les dirigeants du PCF poursuivent opiniâtement leur surenchère verbale à l'encontre de leurs alliés d'hier, les socialistes, force est de constater qu'à l'égard des chiraquiens, ces messieurs n'hésitent pas à se faire tout miel.

C'est ainsi que la prestation faite mardi devant la presse par Chirac est l'objet d'un compte-rendu minutieux et extrêmement bienveillant dans L'Humanité. Tout au plus exprime-t-on une réserve sur les « équivoques qui ne sont pas levées » dans l'ultime paragraphe d'un long article qui développe avec beaucoup de complaisance la diatribe chiraquienne sur la « France abaissée par le parti de l'étranger ».

Chacun se souvient qu'il y a moins d'un an encore, les dirigeants du PCF traitaient « Monsieur le président du RPR » pour ce qu'il est, à savoir un représentant patenté des monopoles (on entendait même dire qu'il était fascisant). Mais sachez que cet « ir-là n'est plus de saison. Aujourd'hui les propos de Chirac sont devenus « le reflet d'une prise de conscience de la Nation » et le RPR est en passe d'être une composante du « rassemblement national contre le déclin ». Quoi de plus normal quand on sait que le RPR lutte pour « les intérêts fondamentaux de la France » et que le PCF défend « les intérêts nationaux essentiels », à moins que ce ne soit le contraire. Mais ce n'est pas tout. Il y a dix jours, L'Humanité publiait sous la plume de Monsieur Le Lagadec un véritable communiqué de victoire pour célébrer l'unanimité du RPR autour de son chef au lendemain du séminaire de Marnes-la-Cochette.

« Ce qui apparaît, c'est que la motion adoptée (par les députés du RPR) ne met nullement en cause les accusations fortes portées par monsieur Chirac contre les giscardiens qui mènent une entreprise d'abaissement de la France (...) En définitive, compte tenu des « craquements » au sein du RPR annoncés par la presse — notamment celui de Hersant — ces derniers jours, il semble que cette journée ait été marquée par la profondeur du mouvement national pour l'indépendance de la

France » Rien que ça !

Le 11 décembre, les élus RPR et PCF votaient et faisaient adopter ensemble au Parlement un projet de loi visant à interdire l'utilisation de fonds de la CEE pour financer en France la campagne pour l'élection européenne de juin. Dans l'affaire, l'essentiel était d'ailleurs le geste puisque les-dits fonds avaient été dans le passé dûment enregistrés par les trésoreries des deux partis sans que personne n'y trouve à redire. Mais à l'époque, il n'y avait pas de campagne contre l'Europe et « l'argent de l'étranger » n'avait pas d'odeur. Quinze jours avant, les parlementaires RPR et PCF s'étaient déjà trouvés unis au cours d'un premier vote concernant l'harmonisation de la TVA dans la CEE.

Bref, il s'agit d'une idylle qui remonte à bientôt deux mois.

Quant aux sceptiques qui ne seraient pas convaincus que ce touchant duo s'est réuni pour défendre l'indépendance nationale de la France, nous ne saurions mieux lever leurs doutes qu'en rapportant l'appréciation qu'en ont fait les dirigeants soviétiques. Dans un article du 16 janvier intitulé : « Pour une politique indépendante », la Pravda se félicite de la « coïncidence des points de vue pour la première fois depuis plusieurs années » entre le PCF et le RPR en faveur de la « défense de la souveraineté nationale » de la France. Le jugement est de poids puisque comme chacun sait, les dirigeants du Kremlin sont des experts en matière d'indépendance nationale. Les peuples tchécoslovaque, érythréen et cambodgien en savent quelque chose.

En tous les cas, cette convergence de vue entre les dirigeants du PCF et Chirac devrait fournir aux militants du PCF la matière à de sérieuses interrogations sur le contenu de classe d'une campagne dont les maîtres mots sont « Non à l'Europe allemande » et « Fabriquons français ». Des mots d'ordre que monsieur le président du RPR ne renierait pas !

Pierre MARCEAU



Contre le plan de Soisson concernant le sport à l'école, les professeurs de gymnastique ont manifesté au pas de course, mercredi à Paris.

Témoignage d'une enseignante

Enseigner en SES, une sinécure !

B EULLAC, notre ministre, a récemment parlé de notre formation professionnelle que nous pourrions « poursuivre en dehors de notre temps de travail ». En fait, il a laissé supposer que nous n'en faisons pas lourd. C'est sûr que notre condition d'enseignant n'est pas comparable à celle d'un ouvrier qui travaille à la chaîne et que, de ce point de vue-là, nous faisons figure de privilégiés. Mais je voudrais expliquer quelle a été ma vie d'enseignante l'année dernière.

Sans aucune qualification j'ai obtenu un poste d'enseignement général dans une section d'éducation spécialisée (SES). J'avais 22 heures de cours, plus deux heures de synthèse avec mes autres collègues de la SES.

J'avais deux classes, une classe de 4e et une classe de 3e auxquelles je devais tout enseigner : orthographe,

grammaire, vocabulaire, arithmétique, géométrie, topologie, histoire, législation du travail, sport et liaison avec les ateliers de menuiserie de mes élèves !

Les niveaux des mes élèves étaient fort différents. Je ne prendrais que deux exemples extrêmes, l'un frisant le niveau CAP, l'autre savait à peine lire ! C'était des garçons et des filles de 15 à 18 ans.

Comme il y avait de nombreux enfants immigrés j'essayais de faire des cours pour les initier à leurs cultures nationales (portugaise, italienne et algérienne).

Donc à chaque heure de cours, ce n'était pas un poly (*) qu'il me fallait mais quatre ou cinq selon les niveaux de mes élèves. Vous multipliez ce nombre de poly par le nombre d'heures de cours dans la journée et les matières à enseigner et vous avez une petite idée

du temps de préparation nécessaire à une journée de classe.

Car les préparations terminées, il faut ensuite corriger les devoirs. Le boulot de préparation est d'autant plus complexe que l'Éducation nationale n'a fixé aucun programme pour ces classes de SES.

Ce travail de préparation, on doit le faire après une journée de travail où la tension nerveuse a été accumulée. En effet, les SES sont des classes-garages où l'Éducation nationale y dépose « tous les élèves qui gênent » : les enfants plus ou moins handicapés physiquement, des enfants immigrés qui ont accumulé du retard scolaire, des enfants débilés légers, des enfants atteints de troubles de la personnalité et du comportement. Enfin, des enfants pour lesquels le système scolaire n'est absolument pas adapté et qui, de ce fait,

rejetent l'école.

Je ne me glorifie pas du travail que j'ai fait pour mes gamins. Je n'ai pas rempli « ma destinée pédagogique », comme le dit Beullac, mais j'ai estimé que je devais donner des rudiments de connaissances à mes élèves pour qu'ils puissent se débrouiller dans la vie. Mes intentions n'allaient pas bien loin, mais me prenaient suffisamment de temps pour que — au cas où j'aurais pu bénéficier d'une formation professionnelle — je ne sois pas obligée de la suivre en dehors de mon temps de travail. (*) Travail ronéoté

Centre de tri-Limoges

Les grévistes du centre de tri de Limoges ont voté, hier mercredi, pour la reprise du travail. Dans un prochain numéro, les bilans de la grève, les raisons de la reprise.

DANS L'ACTUALITE



L'armée soviétique possède une très nette supériorité dans le nombre de chars. Les Américains viennent de prendre la décision de construction d'avions anti-chars.

DANGER DE GUERRE

Les Américains renforcent leur armement en Europe

DEPUIS quelques mois, les stratèges militaires et dirigeants des pays occidentaux, qu'ils soient Européens, Américains ou représentants de l'OTAN font état de leur inquiétudes devant la menace soviétique. Le général Haig, commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, a multiplié les mises en garde à l'égard de la politique agressive de Moscou. Dans une déclaration récente, il disait notamment : « Nous suivons attentivement l'apparition de bases soviétiques aériennes et maritimes, de l'Afghanistan à l'est jusqu'à la péninsule arabique, au Yémen du Sud, à la Corne de l'Afrique et aux deux littoraux du continent africain. Nous observons avec une vive anxiété l'activité de ses mandataires (ceux de l'URSS)... Ils (les pays occidentaux) ne seront pas en sécurité s'ils continuent à négliger l'intervention soviétique flagrante dans le tiers monde, directe ou par mandataires interposés ».

Aux Etats-Unis, 170 généraux et amiraux en retraite viennent d'écrire à

Carter pour dénoncer le point de vue gouvernemental selon lequel l'URSS chercherait à établir l'égalité des forces militaires. Moscou, écrivent les militaires, recherche non pas l'égalité mais la supériorité. Ils écrivent en particulier : « Les objectifs de l'URSS comportent, semble-t-il, la neutralisation de l'Europe occidentale, partiellement par la privation de ses matières premières, l'encerclement de la Chine et l'isolement des Etats-Unis ».

Le ministre canadien de la défense a également dénoncé les préparatifs de guerre de l'URSS.

UN MISSILE AMERICAIN CAPABLE D'ATTEINDRE L'URSS

La prise de conscience des dirigeants politiques et militaires occidentaux ne reste pas du domaine des seules déclarations. Les Etats-Unis devant la supériorité soviétique viennent de décider de renforcer leurs forces nucléaires en Europe. Ils vont installer un certain

nombre de missiles de portée intermédiaire (3 500 à 4 000 kilomètres) capables d'atteindre le territoire soviétique et d'y porter une bombe atomique. Des crédits sont prévus au budget américain actuellement en préparation pour la réalisation d'un tel projet. Ce nouveau missile répondrait à la menace que font peser sur l'Europe les missiles SS 20 et les bombardiers soviétiques Backfire qui sont à moyen rayon d'action.

DES AVIONS CONTRE LES CHARS

La supériorité nucléaire n'est pas la seule à inquiéter les occidentaux. La supériorité de leur forces classiques, en particulier dans le domaine des chars, est une de leurs préoccupations principales. En Europe, les forces du Pacte de Varsovie sont capables de déployer trois fois plus de chars que les pays occidentaux. (57 200 dont 44 800 pour la seule URSS contre 16 900 pour l'OTAN. La France, quant à elle, en possède 2 500). Pour tenter de pallier à cette écrasante

supériorité soviétique les USA ont décidé le transfert en Europe de 108 avions de lutte anti-chars. Ces appareils seraient stationnés en Angleterre. Ils ont la particularité d'être facilement manœuvrables à faible vitesse et à basse altitude et sont équipés de missiles et canons. Ils peuvent emporter jusqu'à sept tonnes d'armement et peuvent décoller sur moins de 600 mètres.

Les forces aériennes américaines ont commandé 733 de ces avions.

Les dirigeants américains continuent à parler de détente. Leurs efforts pour maintenir l'équilibre et les prises de position de certains militaires américains prouvent bien que l'heure, au contraire, est à l'accroissement du danger de guerre. Ils montrent aussi que l'URSS a désormais la supériorité et l'initiative car elle est en position offensive comme en témoigne ce qui se passe en Afrique (Angola, Erythrée), au Cambodge et que les USA courent désormais derrière l'URSS en matière de forces et d'armement.

H.M.

ONU

Le nouveau comité du désarmement a ouvert ses travaux

Le nouveau comité du désarmement des Nations-Unies a tenu mercredi 24 janvier à Genève sa première séance d'une nouvelle série de discussions sur le désarmement. Pour la première fois depuis dix-sept ans, la France participe à ces négociations. La Chine qui refusait également de reconnaître l'ancien comité a reconnu le nouveau. Cependant, elle ne participe pas à ses travaux officiellement mais a envoyé un observateur. Les Français et les Chinois refusaient de reconnaître l'ancien comité parce qu'Américains et Soviétiques dominaient celui-ci, se réservant la présidence en excluant les autres pays. Au cours du dernier semestre 1978, la domination des superpuissances fut remise en cause et l'ancien comité supprimé. Il fut remplacé par le nouveau comité dans lequel la représentation des pays s'est notablement élargie (40 membres renouvelables tous les trois ans), en particulier celle des pays du tiers monde, où enfin chacun des pays représentés exercera à son tour la présidence qui n'est donc plus seulement entre les mains des Américains et des Soviétiques. L'actuelle négociation est présidée par l'Algérie représentée par son ministre des Affaires étrangères : Abdelaziz Bouteflika. Parmi les interventions faites au cours de la première séance, le ministre des Affaires étrangères français, Jean-François Poncelet, s'est félicité de l'abandon de la coprésidence soviéto-américaine. Il a de plus déclaré que si le comité se contentait d'enregistrer des décisions entre les deux seules superpuissances, « la France serait amenée à ses réserves du passé ».

Italie :

vente d'armes à la Chine

Protestations contre les ingérences de Brejnev

IL y a quelques jours, Brejnev envoyait une lettre au premier ministre italien, Andreotti, pour lui dicter sa conduite en matière de vente d'armes à la Chine, lui conseillant sur un ton menaçant de renoncer à cette fourniture. En Italie, au moment où Gromyko, ministre des Affaires étrangères, débarque en visite officielle, des voix se font entendre contre la lettre de Brejnev. Luigi Longo, secrétaire général du Parti socialiste démocrate, a adressé une lettre à Andreotti où il lui demande de « repousser fermement la tentative soviétique d'intervenir dans les affaires intérieures italiennes ». L'ancien président de la république, Saragat, a dénoncé, dans un discours, les ingérences de Brejnev dans les affaires intérieures de l'Italie. Le secrétaire de l'Union italienne du travail, Giorgio Benvenuto, dans une lettre au premier ministre, écrit : « Il faut avoir l'esprit maléfisant pour mettre en parallèle le progrès technologique d'un pays, l'augmentation du commerce et l'accroissement du potentiel productif d'un pays et les objectifs militaires ou expansionnistes ».

La résistance aux exigences soviétiques concernant la vente de technologie avancée et d'armes à la Chine se dessine dans les pays occidentaux malgré l'attitude timorée de certains gouvernements vis-à-vis des pressions soviétiques.

Télévision

La Chine à la radio et à la télévision françaises

Vendredi 26 et samedi 27 janvier, la station de radio Europe 1 diffusera 24 heures en direct de Pékin (Beijing). On ne connaît pas le contenu du programme mais il y aura certainement bien des choses passionnantes à entendre et à commenter...

Lundi 28, à l'occasion de l'arrivée de Deng Xiaoping aux USA, l'émission « Question de temps » sur Antenne 2 est consacrée à la Chine. Un film reportage montrera quels sont les problèmes et les aspirations du peuple chinois.

Vendredi
26 janvier A2 21h35

Apostrophes : livres de femmes

Chaque vendredi, soir de grande écoute, Bernard Pivot présente quatre ou cinq livres centrés sur un thème précis. Les auteurs sont réunis sur le plateau d'Apostrophes pour présenter leurs livres et répondre aux questions. Cela permet d'avoir un point de vue rapide sur tous les livres parus récemment sur un sujet précis, toujours rattachés à l'actualité. Ces livres sont intéressants à plusieurs titres, ils fournissent de nombreuses données précises sur des problèmes actuels, ils sont aussi le reflet des contradictions entre les classes sociales. Ce vendredi, le titre de l'émission annoncée : « Quelles nouvelles femmes ».

Romancières, directrices de journaux féminins, elles parleront de leurs livres avec Pivot. Il y aura entre autres : Marianne Viviez, auteure de la « Fête des mères » ; une journaliste Mariella Righini, Benoîte Groult, directrice d'un journal féminin qui présentera un sondage réalisé à partir de milliers de lectrices. L'apparition de films et de livres en nombre de plus en plus grand sur les problèmes des femmes reflète la prise de conscience qui se produit actuellement, c'est aussi le reflet des luttes que mènent les femmes du peuple, lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception, lutte contre le chômage, comme les femmes de Lorraine récemment.

L.C.

INTERNATIONAL

Un ouvrier membre du PCI abattu par les Brigades rouges

LES Brigades rouges ont franchi un pas de plus en assassinant pour la première fois un ouvrier, délégué syndical dans son entreprise « Italsider » et membre du Parti communiste italien, Guido Rossa, 44 ans. Cet acte, de type fasciste, semble s'inscrire de manière logique dans la « ligne des Brigades rouges » qui se sont désormais fixées pour cible d'abattre les militants du PCI, favorables aux orientations euro-communistes de Berlinguer et prenant leurs distances vis-à-vis de Moscou. Cet attentat intervient une dizaine de jours après celui perpétré contre la station libre, Radio città futura, dont le directeur avait dénoncé les liens entre les Brigades rouges et le KGB.

Ce nouvel attentat contre un ouvrier a provoqué une grande indignation parmi les travailleurs italiens : grève à Gênes où travaillait Rossa, manifestation à Rome et grève générale de deux heures dans tout le pays à l'appel des syndicats.

Abonnez-vous
à l'Humanité rouge
quotidien
révolutionnaire
des travailleurs

Comme Barre aujourd'hui, en 1938 le gouvernement Daladier lance une attaque contre les acquis des travailleurs

La réponse de masse venue de Denain, Dunkerque, Renault

Article réalisé par le bureau de presse du Nord.

MILLE neuf cent trente huit : le Front populaire agonise. Avec Daladier au pouvoir, le patronat reprend du poil de la bête. Par décrets, le gouvernement radical s'attaque aux acquis de 1936.

Le prétexte est de se préparer face aux dangers de guerre : « Il faut remettre la France au travail ». Dans les industries liées à la défense (toutes les branches importantes), le droit de grève est remis en cause. Les heures supplémentaires sont instaurées.

12 NOVEMBRE : ANNONCE DES DECRETS-LOIS

Imaginez un plan Barre qui vous tomberait dessus, d'un coup. Qu'on en juge : - Suppression de la semaine de cinq jours. Interdiction de refuser de travailler plus de 48 heures si le patron l'exige. En cas de refus, licenciement sans préavis avec perte des indemnités de congé payés et suppression de l'allocation-chômage pendant six mois. - Hausses sur les produits courants, les tarifs de métro et de bus, augmentation des impôts. Le tabac augmente d'un coup de 27%. - Les travailleurs étrangers ne sont pas oubliés : surveillance et contrôle renforcés. L'allongement de la durée de travail est une provo-

cation : son application ne ferait qu'augmenter le chômage alors qu'il y a 41 000 chômeurs en novembre dans le seul département du Nord (3 000 de plus qu'en octobre). Et comme Barre maintenant, Daladier « proclame son inflexible résolution à ne pas reculer d'un pas et à se battre jusqu'au bout ». Comment réagir ? Tous les ouvriers ont les yeux tournés vers Nantes où s'ouvre le congrès de la CGT.

13-17 NOVEMBRE : NANTES

Le congrès est le lieu de débats importants : la tendance « syndicats » de Dumoulin, futur collaborateur de Pétain, approuve Munich au nom du « pacifisme » et demande la dissolution des cellules communistes et socialistes dans les usines au nom de « l'indépendance syndicale ». La majorité, derrière Jouhaux, suit la SFIO et termine un « un plan de redressement de l'économie ». Seuls les communistes dénoncent nettement la capitulation de Munich et arrivent à faire voter à l'unanimité une motion appelant à la lutte contre les décrets-lois.

Mais l'unité est de pure façade et aucune mesure concrète n'est prise malgré l'insistance des communistes.

En plusieurs endroits, ils n'attendent pas la journée nationale d'action prévue pour le 26. Dès le 21, des débrayages ont lieu là où les patrons appliquent immédiatement les modifications d'horaire : à Dunkerque, Cail à Denain, Kuhlmann à Watrelos, St-Gobain à Wasquehal et aussi Puteaux et Aubervilliers.

Actions du 21

A Cail : un tract syndical invite les gars à ne pas venir : 600 métallos débrayent ; on compte 133 entrées seulement chez les ouvriers. A Dunkerque (2 188 ouvriers dans la métallurgie) : la direction des Chantiers de France veut faire travailler 4 heures le samedi. Le boulot commencera alors chaque jour à 7 h 30 au lieu de 7 h. 1 000 ouvriers sur 1 750 viennent à 7 h et ne tiennent aucun compte des nouveaux horaires. L'usine des Ouges se joint de suite au mouvement. A Watrelos : c'est grève. 600 gars de Kuhlmann cessent le travail à 9 h 30 et occupent ; à St-Gobain les ouvriers ouvrent les vannes d'un réservoir de chlore pour rendre l'air irrespirable.



Face à l'offensive du gouvernement Daladier, la grève est votée à Renault le 24 novembre 1938. Daladier s'affole : « Si Renault n'est pas évacué cette nuit, c'est la fin de la politique de redressement. »

DU TAC AU TAC

Le 22, la direction de Cail met à la porte tous les grévistes. Du tac au tac, c'est la grève avec occupation. Au poste d'une heure, les 4 800 ouvriers des Forges et Hauts fourneaux de Denain-Anzin se joignent à la grève par solidarité.

Dix pelotons de gardes mobiles évacuent Cail. Du tac au tac, la commission exécutive des Métaux de Valenciennes décide la grève générale du Valenciennois pour le 23 : « Contre les décrets-lois, solidarité avec les évacués ».

23 ET 24, L'ESSOR DU MOUVEMENT DE MASSE

La quasi totalité du Valenciennois est en grève. Le 25, il y a 51 000 grévistes. Les journaux locaux expliquent que les 26 usines importantes du secteur sont en grève avec occupation !

A l'Usine Escaut-et-Meuse, les grévistes se font ravitailler le midi par les femmes.

Aux forges de Denain, ils utilisent la sirène pour prévenir, en cas de danger, les occupants de l'usine qui s'étend sur quatre kilomètres. Devant Cail, la foule stationne protégeant les grévistes de sa masse compacte.

Le 24 et 25, les usines sont évacuées avec beaucoup de brutalité mais aussi beaucoup de mal : A l'Escaut-et-Meuse, les grévistes soudent les portes et se défendent avec des lances à incendie.

Aux Forges, des milliers de gens se massent autour de l'usine quand 2 000 gardes mobiles évacuent les 4 000 grévistes. Avec les mineurs et les métallos venus au secours, ils vont occuper la gare d'Anzin.

A Valenciennes, les ouvriers de l'usine Tubes réinvestissent les lieux la nuit et des métallos attaquent les camions de gardes mobiles.

Ce jeudi 24, à l'initiative des mineurs (et non de leurs cadres syndicaux) la grève gagne les bassins de Douchy, Anzin et Vieux-Condé. Parti le matin des fosses Renard et Lenclos, le mouvement s'étend comme une traînée de poudre. A Renault, la grève et l'occupation sont votées à la main levée, le 24, suite à des provocations patronales. Daladier s'affole : « Si Renault n'est pas évacué cette nuit, c'est la fin de la politique de redressement ».

l'Union syndicale de la métallurgie parisienne, le jour où Renault est évacué ; pour qu'ils ne déclenchent aucun mouvement prématuré » et « attendent la décision de la CGT ». Exemple encore plus intéressant, cet échange entre l'Union des Métaux de Valenciennes qui se tient aux côtés des travailleurs et la fédération des métallos. Voici le communiqué du 23 novembre de l'Union de

Les 100 millions sont atteints

LA date du 23/1/1979, la souscription se monte à un peu plus de 20 millions d'anciens francs depuis début décembre. C'est-à-dire que l'objectif ambitieux de 100 millions d'anciens francs fixé pour la souscription annuelle en janvier 1978 est enfin atteint. Certes, il l'est avec un mois de retard, mais cela nous a permis néanmoins de régler les dettes qui auraient mis sinon l'existence de notre journal en danger. Les sommes qui seront enregistrées désormais seront donc versées au compte de la souscription pour l'année 1979.

Nous tenons à remercier tous ceux, lecteurs, amis et camarades qui ont fait bien des efforts et parfois consenti des sacrifices importants pour soutenir leur journal. Cette bataille financière, réaffirmons-le encore, est indispensable pour assurer l'existence et le développement de notre presse indépendante de la bourgeoisie. Elle vient épauler et compléter le développement de la diffusion qui est, à long terme, nécessaire pour une meilleure assise du quotidien et constitue aussi bien entendu un de nos grands objectifs concernant la presse. Des possibilités nouvelles s'offrent à ce développement depuis la Conférence nationale sur la presse et les améliorations apportées au contenu à la présentation, au style, avec publication de dossiers d'actualité et d'articles envoyés par nos correspondants régionaux. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire mais grâce au succès de la bataille financière menée durant l'année 1978, nous allons pouvoir exploiter dès maintenant toutes les possibilités qui existent d'ores et déjà pour que notre presse contribue au combat d'ensemble dans une période qui va être marquée par des batailles intenses, notamment pour l'emploi, pour le soutien au Cambodge contre l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS, et aussi à l'occasion des élections au Parlement européen.

Jean QUERCY

Liste de souscription

Table listing subscription amounts for various regions and publications, including 'TOTAL PRÉCÉDENT', 'Souscription à contacts - Lyon', 'Vente aux Puces - Lyon', etc., totaling 205 001,05 F.

Valenciennes :

Pour « répondre à certains bruits colportés et pour éviter tout malentendu, l'Union des Métaux tient à rappeler qu'elle était prête à attendre l'action générale de la CGT, mais que c'est à la suite de la mesure patronale licenciant 600 ouvriers de chez Cail, qui, fidèles à la résolution du congrès confédéral de Nantes, ont refusé de faire 48 heures et de travailler le lundi 21 novembre, que la commission exécutive répondant à la volonté des métallurgistes a décidé de passer à l'action pour soutenir les ouvriers de Denain ».

La fédération des Métaux dans sa réponse recommande « d'attendre la décision de la CGT et de ne déclencher aucun mouvement prématuré qui puisse nuire à la discipline syndicale et au succès de la grève générale ».

Attendre ! Ce n'est que le 25 que la CGT décide enfin de la grève générale de 24 h pour le 30 novembre. Cette décision est le résultat de l'action des travailleurs mais ce mot d'ordre de grève de 24 heures sera utilisé par la direction pour briser la lutte commencée dans le Nord et à Renault. C'est ce que nous verrons demain.



Les travailleurs de la SOCAE, en occupant leur entreprise ont choisi la voix qui impose au patronat : « Du travail pour tous ! ».



Du travail pour tous en Gironde

D'APRES les statistiques officielles, il y avait en Gironde 31 000 chômeurs en septembre 1978, en réalité autour de 50 000 aujourd'hui. Des dizaines d'entreprises sont fermées comme Lanavère, Saint-Joseph, Magnier, la Sobover, etc. Des licenciements sont annoncés dans d'autres comme Derrupé, Beghin-Say, dans des laboratoires pharmaceutiques... A Souillac, les travailleurs viennent de recevoir leurs lettres de licenciement. Des réductions d'effectifs vont bon train aux PTT, à la SNCF. Des patrons, privés ou publics, profitent de la situation pour faire pression sur les salaires, les conditions de travail, pour remettre en cause les avantages acquis.

Au printemps dernier, le Conseil de la communauté urbaine de Bordeaux a voté l'augmentation :
- Des impôts locaux de plus 12 à 13 %,
- Du bus de 8,5 à 11,1 %,
- De la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de plus 12 %,
- De l'eau.

Dernièrement, le Conseil général vient de voter son budget... et d'augmenter la pression fiscale de plus de 13 % à l'unanimité !

Elus de droite et de gauche, derrière les paroles, gèrent ensemble et appliquent les consignes de Barre. Une telle situation est de plus en plus intolérable pour la masse des travailleurs ; il est temps, grand temps de réagir avec efficacité !

Le patronat et ses représentants politiques voudraient étouffer toute initiative des travailleurs, en créant l'illusion qu'ils se préoccupent sérieusement du problème de l'emploi. C'est la raison de tout le tintamarre orchestré autour du « Plan aquitain » de Giscard-Barre-Chaban. Mais ce n'est pas ce plan dérisoire, avec la soi-disant création de 2 000 emplois... pour toute l'Aquitaine qui va régler et améliorer la situation des travailleurs.

Non, aujourd'hui plus que jamais, nous ne devons faire confiance qu'à nos luttes.

Et il est possible de lutter, de gagner, d'arracher des résultats.

Dernièrement, les camarades de la SOCAE ont arraché une augmentation de salaire ainsi que d'autres revendications : ils ont réalisé leur unité en pratiquant à la base et dans l'action la *démocratie prolétarienne*, avec des *assemblées générales régulières*, et ils ont gagné !

Travailleurs syndiqués, et non-syndiqués, travailleurs français et immigrés, unis, ils ont dirigé eux-mêmes leur grève et ont élu un *comité de grève* (...)

Information PCML section de Bordeaux (extrait de tract).

Les travailleuses de Lou occupent leur usine

Interview

Nous sommes allées rencontrer les travailleuses de Lou (Corsèterie à Grenoble) qui occupent leur usine à la suite du dépôt de bilan et de l'annonce de 355 licenciements.

- Q : Depuis quand occupez-vous l'usine ?

LES TRAVAILLEUSES DE LOU : Depuis lundi 15 janvier. Dans l'après-midi, on a appris qu'il y avait dépôt de bilan, après la réunion avec Maître Cavat, l'administrateur provisoire et le comité d'entreprise. On a décidé d'occuper tout de suite pour éviter soit qu'ils ferment la boîte, soit qu'ils embarquent des machines.

- Q : Qui a décidé l'occupation ?

LOU : D'abord à la Bourse, la CGT nous avait conseillé d'occuper l'usine tout de suite, pour les raisons que nous venons d'expliquer. On a réuni les filles qui étaient d'accord. FO ne veut s'associer à l'occupation que lorsque l'on aura reçu les lettres de licenciement.

- Q : Comment se passe l'occupation, quels problèmes rencontrez-vous ?

LOU : Comme on n'a pas encore reçu les lettres de licenciements, on était encore présentes à l'usine, dans la journée. On devait théoriquement travailler, mais en fait les filles ne faisaient rien. On a organisé l'occupation de l'usine la nuit et le week-end, par roulement.

Bien sûr, pour les filles, l'occupation pose des problèmes. Au niveau des enfants d'abord, mais aussi des maris qui n'acceptent pas toujours que leur femme occupe la nuit.

- Q : Vous avez manifesté le 15 dans les rues de Grenoble, quel soutien avez-vous eu ?

LOU : On était épaulé par Jamet (entreprise de toiles de tentes et anoraks) et par Emesse (prêt-à-porter) qui ont débrayé et participé à la manifestation. On a eu aussi le soutien de l'organisation Femmes du quartier, et plusieurs autres organisations. En effet, au cours d'une information qu'on avait fait au niveau de la Maison des jeunes du quartier, elles s'étaient proposées pour nous soutenir.

- Q : Qu'avez-vous décidé de faire lorsque vous aurez reçu les lettres de licenciements ?

LOU : On occupera 24 heures sur 24. On n'a pas réfléchi aux formes d'action et de soutien à mener. Une table ronde a eu lieu lundi 22 janvier avec les syndicats. Faller, le créateur de Lou et Bellanger, le détenteur actuel de la marque. Rien n'en est sorti de concret.

355 travailleuses qui se retrouvent à la rue, ce n'est pas un fait sans importance. Ce sont 355 personnes qui vont s'ajouter aux 13 600 chômeurs existant déjà dans l'Isère. Face à cela montrons notre détermination et organisons la solidarité.

A suivre...

Correspondante de Grenoble
Mardi 23 janvier 1979

L'occupation a repris à l'AFPA de Montreuil

Les grévistes sont venus nous rendre visite

MERCREDI une délégation de grévistes est venue nous voir, d'autres se rendaient au siège de différents journaux. Une preuve supplémentaire de la façon active dont les travailleuses et travailleurs du siège de l'AFPA de Montreuil mènent leur grève et de leur souci d'en informer avec précision. Chaban avait laissé entendre que le transfert du siège était annulé et que la question était réglée. C'est faux et pour eux la hantise du transfert demeure. Le plus révoltant c'est certainement le mépris avec lequel le pouvoir les traite.

Bien sûr Chaban vient de perdre son portefeuille de président du conseil général de l'Aquitaine, mais pour lui, perdre son emploi, soyons sûr que ça ne touchera pas beaucoup son compte en banque... Comme sa promesse de transfert de siège ne lui a pas fait gagner de voix, son petit copain Boulin, le ministre du chômage, n'a plus eu le temps de recevoir les employés de l'AFPA qu'il devait voir le 23, jour de cette élection. Cela prouve une fois de plus que dans la société où nous vivons pour les politiciens bourgeois, les travailleurs ne sont dignes d'intérêt que pour des marchandages électoralistes.

Les grévistes doivent être reçus en principe le 30, en fin d'après-midi, comme par hasard, c'est ce jour là aussi qu'a lieu l'élection au conseil général de l'Île-de-France. Dans cette période où des travailleurs sont jetés par milliers au chômage, comme par exemple dans la Lorraine ou le Nord, cette question de transfert de siège de l'AFPA de Montreuil fait partie de l'arsenal démagogique que le pouvoir promène pour dire : « Licenciement ? Mais attention, on va vous créer des emplois... bidons ». Plaisanterie sinistre quand on sait les conséquences pour les 730 travailleurs et travailleuses de l'AFPA.

Mais une fois de plus, c'est aussi l'ensemble des travailleurs qui est visé : après les attaques contre les droits de Sécurité sociale, contre les droits d'ASSEDIC, contre l'ANPE, les monopoles ont besoin de remodeler l'AFPA pour qu'elle réponde mieux à leurs besoins.

Pure coïncidence si le directeur de l'AFPA démissionnaire vient d'être remplacé par un certain Metais, dont on sait le rôle dans le démantèlement de l'ANPE ?

COTES-DU-NORD

Saint-Brieuc

Réunion sur le Cambodge

Le vendredi 26 janvier à 20 h 30 au centre Charner Salle No 2

Saint-Nicodème

Fest-noz organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste à St-Nicodème près de Rostrelien le samedi 3 février à 20 h 30.

MARSEILLE

Quel avenir pour la Corse ?

L'Unione di u Populu Corsu (UPCI) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges - Marseille.

- 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni ;
- 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Aulière Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Liberta » et « Ponte Novu ».

Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

LYON

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'EJ Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de l'Humanité rouge. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous proposons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnement sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS-USA (3)

Une région décisive pour l'hégémonie mondiale



L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en témoigne : l'URSS considère l'Europe de l'Est comme son empire. Mais elle veut plus. C'est l'Europe de l'Ouest qu'elle veut arracher aujourd'hui à la sphère d'influence des USA auxquels elle dispute l'hégémonie mondiale.

LA politique dite de « détente » entre les États-Unis et l'URSS s'est principalement organisée en Europe. Loin de réduire les tensions autour de l'Europe, elle a contribué à leur donner une plus grande extension. La formidable croissance du potentiel militaire soviétique et la course aux armements qui en a résulté ont porté à un degré inégal le niveau des armements en Europe, donnant naissance à des pressions de plus en plus importantes et contradictoires de la part des USA et de l'URSS sur les pays ouest-européens. Apparemment, les orages se sont, dans l'immédiat, détournés de l'Europe : l'URSS soutient et permet l'agression vietnamienne contre le Cambodge, montre les dents aux pays qui développent leurs relations avec la République populaire de Chine, espérant arracher de leur part un recul. De divers horizons (sans parler des soutiens inconditionnels ou de facto de l'URSS qui justifient ses initiatives en taxant la République populaire de Chine de « belliciste »), des voix s'élèvent pour prétendre que, somme toute, une chance s'offre là de voir l'URSS détourner son agressivité de l'Europe vers la Chine et l'Asie. Le déploiement énorme des potentiels militaires en Europe, la multiplication de pressions brutales sur les pays d'Europe occidentale n'auraient-ils été que transitoires et seraient-ils appelés à se réduire à la faveur des événements récents ?

L'affirmer est méconnaître les motivations profondes qui ont conduit les États-Unis et l'URSS à nouer leurs relations autour de l'avenir de l'Europe, à s'y disputer l'avantage en même temps qu'ils réunissaient les moyens d'une rivalité pour la suprématie mondiale.

Les événements qui se sont développés en Europe depuis plus d'une dizaine d'années sont tributaires des résultats de la Seconde Guerre mondiale et de la division de l'Europe que les États-Unis ont instituée alors. Mais ils n'en sont pas la simple continuation.

L'APPARITION D'UNE NOUVELLE PUISSANCE IMPÉRIALISTE

En URSS, le retour au capitalisme au cours des années cinquante s'est prolongé dans

les années soixante par l'apparition d'une nouvelle puissance équivalente à celle des États-Unis et disposée à les supplanter. Elle se manifesta ouvertement lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, qui mit fin aux rêves caressés par les pays ouest-européens et les

États-Unis.

Ceux-ci pensaient, après la restauration du capitalisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, avoir l'occasion de pénétrer sur les marchés et dans les pays de telle sorte qu'une harmonie durable se créerait, fondée sur la supériorité économique et technologique des pays occidentaux.

Au lieu de ce rêve, la réalité fut que l'URSS affirma ses ambitions, révéla à la fois sa puissance et son absence d'hésitation à l'utiliser pour briser des processus que la supériorité économique des pays occidentaux pourrait leur permettre de mettre à profit. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 en est un exemple.

LA RIVALITÉ POUR L'HÉGÉMONIE MONDIALE

Ainsi ont commencé d'agir sur la scène mondiale deux puissances équivalentes, surclassant largement les puissances rivales, les autres impérialismes, ainsi que le manifestent clairement le niveau de leurs arsenaux militaires et le rythme de leur développement.

L'URSS compense, par la militarisation de son économie et la croissance accélérée de ses forces militaires, son infériorité économique. Chacune des deux puissances dispose dans le monde d'immenses zones de domination et zones d'influence, sur lesquelles s'appuient leurs ambitions.

Mais l'une comme l'autre n'ont de cesse de s'étendre, de supplanter définitivement sa rivale. Les États-Unis comptaient d'un côté s'appuyer sur les contradictions entre Moscou et certaines capitales d'Europe de l'Est pour dissocier le bloc soviétique. Les Soviétiques modifient, d'un autre côté, à leur profit la disposition des forces dans le monde en s'établissant en Afrique, sur les rives du Golfe, en Asie du Sud-Est.

Les deux puissances s'affrontent pour l'hégémonie mondiale et sont les seules à pouvoir y prétendre. Cet affrontement ne peut connaître d'issue que lorsque l'une des deux superpuissances pourra prendre un avantage décisif sur l'autre. Plus exactement, l'URSS ne peut prétendre parvenir l'emporter sur les États-Unis de manière définitive si elle ne les prive de leurs positions essentielles dans le monde.

L'EUROPE POINT CLÉ DE LA RIVALITÉ

La place qu'occupe l'Europe de l'Ouest est à cet égard tout à fait décisive. Les États-Unis ont besoin de la maintenir dans leur zone d'influence pour rester une puissance prétendant à l'hégé-

monie mondiale. C'est là qu'ils ont constitué, face à l'URSS et sur les marches de son empire, un dispositif militaire puissant qui comprend les deux tiers de leurs têtes nucléaires, leurs flottes les plus puissantes et 350 000 de leurs soldats.

Ils sont parvenus à maintenir les pays d'Europe occidentale dans une situation d'interdépendance, sur une base d'inégalité en leur faveur. Ils s'appuient, pour conserver cet état de fait, sur la dépendance dans laquelle les pays ouest-européens se trouvent largement à leur égard pour assurer leur défense, dans le cadre de l'OTAN, face à l'intensification des pressions militaires soviétiques.

Mettre la main sur l'Europe serait pour l'URSS la garantie de toucher les USA au cœur, de les réduire de l'état de puissance mondiale à celui de puissance régionale. Par ailleurs, c'est en Europe occidentale, Allemagne et France notamment, que l'URSS recherche les technologies qui lui font défaut. Pouvoir en disposer plus complètement, dans le cadre d'une coopération économique qu'elle dominerait, est pour l'URSS une perspective qui lui assurerait, si elle se réalisait, une domination sans partage sur le reste du monde. La domination de l'Europe occidentale serait pour l'URSS l'élément décisif de l'empire qu'elle a entrepris de se tailler.

Aussi bien, les fondements de la politique de « détente » en Europe engagée par l'URSS dans les années soixante-dix se trouvent-ils ici.

C'est pourquoi la détente s'est matérialisée, pour les pays d'Europe, par une aggravation de l'oppression soviétique à l'Est et une croissance formidable de la pression militaire à l'Ouest en même temps que par des tentatives de pénétration accélérées. Si les événements récents dans le reste du monde révèlent plus que jamais les ambitions mondiales de l'URSS, en même temps qu'ils sont une étape de leur réalisation, celles-ci ne peuvent aboutir qu'en prenant un avantage décisif sur les USA en mettant la main sur l'Europe occidentale.

Celle-ci constitue ainsi l'enjeu stratégique de la rivalité USA-URSS. Tôt ou tard, mais nécessairement, c'est sur le champ de bataille européen que l'affrontement décisif doit avoir lieu : C'est être dangereusement aveugle que s'imaginer que les guerres russes en Afrique et en Asie vont réduire les menaces qui pèsent sur l'Europe. Parce que c'est l'enjeu stratégique, c'est sur elle que vont peser d'abord les conséquences de ces guerres. Si la position mondiale de l'URSS devait s'en trouver renforcée, ses possibilités d'intervention en Europe n'en seraient que plus importantes et leurs manifestations n'en pourraient être que plus agressives.

L'Europe dans le monde

Le poids de l'Europe dans le sens étroit de la CEE à neuf se mesure en termes comparables à ceux de l'URSS et des États-Unis : la CEE a une population de 259 millions d'habitants, l'URSS de 256 millions, les USA de 216 millions. Sa production d'acier est de 126 millions de tonnes, celle de l'URSS de 146 millions et celle des USA de 115 millions. Sa production d'électricité est de 1 114 084 milliards de kilowatt-heure, celle de l'URSS de 1 111 470 milliards, celle des USA de 2 251 700. Représentant un tiers du commerce mondial, elle est de loin la première force commerciale. Si près de la moitié de son commerce est effectué entre les pays de la CEE eux-mêmes, ce qui traduit une certaine intégration de la production industrielle, l'impression de puissance que pourraient laisser les données statistiques brutes, est contrebalancée par le fait que les économies associées dans la CEE, tout en recherchant une certaine coopération, se livrent à une compétition permanente et souvent aiguë. D'autre part, les pays européens doivent compter avec les entreprises américaines implantées en Europe dans des secteurs aussi importants que l'aéronautique, le nucléaire et l'informatique. A la puissance économique ainsi morcelée s'ajoute l'inexistence d'une politique de défense européenne commune, celle-ci relevant de l'OTAN et étant pour l'essentiel dépendante du « parapluie nucléaire » américain.

L'Europe et la puissance américaine

L'Europe occupe une place importante pour les États-Unis. Au cours des années soixante ceux-ci ont accéléré leurs investissements dans les pays d'Europe occidentale, notamment dans les pays de la CEE, à tel point que celle-ci est devenue en 1970 le premier zone d'investissements américains à l'étranger. Du point de vue commercial, la CEE est le premier partenaire des États-Unis qui sont son premier fournisseur. Le déploiement des entreprises américaines en Europe leur a permis de s'emparer d'une partie du potentiel technologique et humain. D'autre part, en tentant de ruiner les efforts européens ou de certains pays européens, de se doter de technologies de pointe propres, les USA visent à maintenir et à asseoir, au niveau mondial, la suprématie américaine dans des secteurs décisifs. Ces manœuvres se sont accentuées au cours des grandes mutations des années soixante-dix : parce que l'unité des pays européens restait très partielle, les USA ont utilisé à leur avantage l'effondrement du système monétaire au cours des années soixante-dix, contraignant les pays européens et notamment la France, à accepter une dépendance accrue de leur stabilité financière à l'égard des fluctuations du dollar. Cette situation a été sanctionnée par l'accord de la Jamaïque du 8 janvier 1976 qui démonétisait l'or. La tentative de mettre en place un système monétaire européen vise à faire face à cette pression américaine. De même, les pays de l'Europe de l'Ouest ont été amenés à passer des accords dans divers domaines économiques et à coopérer, seul moyen qui s'offrait à eux pour espérer concurrencer la gigantesque puissance économique américaine. Même alors ils n'ont pu jusqu'à présent remporter de succès notables comme en témoignent par exemple l'échec du Concorde ou les avatars du nucléaire. Ainsi la France, l'Allemagne et d'autres pays européens ont passé des accords pour la construction de surrégénérateurs mais leur réussite demeure problématique car les USA disposent de bien des moyens pour faire obstacle à leurs commercialisations.